

qu'il y ait un changement véritable et pas seulement une promesse de changement. La Comité a conséquemment proposé une «approche progressive» des sanctions du Commonwealth, qui reconnaîtrait les grands jalons du changement politique en Afrique du Sud. De cette façon, les changements dans l'application des sanctions seront liés non pas aux déclarations d'intention, mais plutôt à l'adoption de mesures réelles et pratiques en vue de démanteler le régime d'apartheid.

Je crois que la réunion de Londres a représenté une étape importante de l'évolution de la politique du Commonwealth à l'égard de l'Afrique du Sud. Le concept de «l'approche progressive» garantit que les sanctions continuent à encourager une Afrique du Sud non raciale et à inciter toutes les parties à poursuivre leurs efforts en vue d'un règlement négocié. Le concept sera amélioré à notre réunion de juillet en Inde.

Les ministres du Commonwealth ont reconnu que les pressions, toutes nécessaires qu'elles soient, ne suffisent pas. Nous devons de plus en plus songer à l'avenir, soit dépasser l'engagement de négociations officielles pour nous intéresser à la création d'une société sans apartheid, car c'est pour atteindre cet objectif que la lutte se mène. Dans mes discussions avec d'autres leaders étrangers, j'ai été frappé par la priorité qu'ils accordent tous à l'appui relativement aux besoins de développement à long terme de l'Afrique du Sud. Car on s'entend généralement sur le fait que l'Afrique du Sud est un pays qui offre un potentiel extraordinaire, un pays qui peut immensément contribuer aux affaires africaines et mondiales. Les Sud-Africains n'ont pas à craindre d'être oubliés ou ignorés par la communauté internationale dans les années qui viennent.

L'apartheid repose sur l'exploitation économique, source de privations et de faim. Le taux de chômage est très élevé, même dans les régions urbaines, et il est catastrophique dans les zones rurales. La pauvreté, l'analphabétisme, l'inégalité sociale et la violence viendront hanter la société sud-africaine longtemps après que l'apartheid législatif aura été supprimé.

L'apartheid a coûté énormément en souffrances et en ressources humaines gaspillées. Les Sud-Africains noirs se sont généralement vu refuser la possibilité de diriger des industries et des entreprises. Les étudiants universitaires blancs sont 10 fois plus nombreux que les Noirs - soit 30 contre 3 par 1 000 habitants. Les chiffres montrent que seulement 36% des étudiants noirs ont réussi les examens d'admission à l'université en 1990, comparativement à un taux de réussite de 97% pour les étudiants blancs. Depuis 40 ans, le système d'éducation bantou prépare les Noirs à occuper des positions subalternes. La situation empire depuis 10 ans en raison de la forte croissance démographique et